



5.0 Conclusion

Ce rapport est un constat et une exploration de la diversité et de l'étendue de la révolution des données. Les changements technologiques récents sont si profonds et de si grande envergure qu'ils ont des implications fondamentales pour la société. Ils ouvrent un monde de possibilités mais nécessitent en même temps une attention particulière à la manière de résoudre les problèmes pressants qui les accompagnent. Notre recherche s'est faite à un moment crucial. La manière dont les grandes organisations partagent, manipulent et profitent des données personnelles des citoyens, était presque systématiquement abordée dans l'actualité, et la frustration ainsi que la déception que cela a entraîné ont été maintes fois exprimés lors de nos échanges. Le message tiré de nos ateliers est clair. Les organisations dont les activités sont en train de transformer le monde, ont la responsabilité de contribuer à gérer les conséquences de ces mutations. Dans un secteur longtemps absorbé par l'idée de croissance et de rupture, il s'agit une question essentielle.

Indépendamment de nos destinations, les acteurs avec les lesquels nous avons échangé ont reconnu que le secteur de la technologie ne peut pas à elle seule gérer toutes ces problématiques. Il faudrait une initiative collective et un changement institutionnel. A côté de l'auto-régulation, l'action publique est souhaitable pour préserver les principes du consensus social et économique. Les gouvernements, de manière autonome ou en collaboration avec d'autres gouvernements mais aussi avec le secteur privé, doivent agir promptement. L'Union européenne est pionnière dans ce domaine mais les autres régions sont prêtes à s'inspirer de cette organisation et à adapter la législation à leurs exigences locales et régionales. Afin de regagner la confiance du public, les entreprises de technologies doivent faire preuve de plus de transparence, de proactivité et de coopération. Lors de toutes les discussions que nous avons animées, les participants ont admis que le manège consistant à provoquer le changement, à observer ce qui se passe puis à réagir en fonction de la situation, a eu de graves conséquences et que l'on ne peut pas laisser perdurer une telle situation.

En définitive, nous devons concilier une période de mutation technologique extraordinaire avec la préservation des valeurs humaines, les choses qui comptent vraiment. Cela signifie aussi que les citoyens doivent réagir. Chaque jour, nous donnons notre consentement sur des enjeux que nous ne maîtrisons pas, ne prenant pas entièrement en compte l'importance de la préservation de notre intimité pour la protection de nos droits et de nos libertés. Nous nous rendons vulnérables à l'influence et à la manipulation des acteurs malveillants. Afin de préserver nos valeurs et les droits rudement acquis qui les sous-tendent, nous devons, en tant qu'individus, être plus conscients des enjeux. Nous devons prêter plus attention à la façon dont nous gérons l'utilisation de nos propres données et l'accès des tiers à ces données. La connaissance élémentaire des modalités de contrôle et de gestion des données personnelles relève de la responsabilité sociale.



Au cours de nos voyages et de nos échanges, nous avons entendu les voix de différentes cultures, dans des pays à différentes étapes de développement technologique, nous avons clairement constaté une compréhension généralisée des enjeux. En outre, il y a une volonté mondiale de mettre en place des processus et des institutions capables de gérer des problématiques particulières telles que :

- Comment développer un langage commun autour des données, capable de décrire avec justesse les défis et y apporter des solutions. Cela inclut :
 - o La façon dont les organisations tirent profit de l'utilisation des données personnelles ;
 - o Les mécanismes qui confèrent aux personnes du pouvoir et du contrôle sur leurs données ;
 - o Une compréhension commune des enjeux ainsi que des solutions potentielles à ces préoccupations.
- Comment s'accorder sur l'utilisation légitime du pouvoir issu d'une économie axée sur les données, qui devrait l'exercer, et comment contrôler les détenteurs du pouvoir et leur faire assumer leurs responsabilités.
- Comment déterminer qui a droit, aux différentes formes de valeur que les données sont susceptibles de générer. Cette problématique est doublement complexe parce que les données dépassent les notions « absolutistes » de propriété privée (puisqu'elles peuvent être utilisées sans s'épuiser et que les mêmes données peuvent être utilisées par différents acteurs pour différentes raisons).
- Comment s'accorder sur les organisations qui devraient prendre en charge la gouvernance et la réglementation des données ainsi que des processus et activités basés sur les données et comment définir leur mode de fonctionnement et leur rayonnement géographique : national, régional, mondial.
- Comment garantir la fiabilité des interactions et des relations au sein de l'écosystème des données.

- Comment définir la place des données dans les organisations, est-ce opportun de les considérer comme des actifs sociaux et les taxer.

Tout au long du programme, l'importance de la confiance et la nécessité pour les organisations, les gouvernements et les personnes d'être dignes de confiance ont été constamment réitérées. La valeur des données ne peut être pleinement réalisée que si nous sommes assurés de son partage responsable et de sa bonne qualité. En effet, une grande partie des activités économiques s'appuie sur la possibilité de mobiliser des données pertinentes, y compris des données personnelles, à travers les frontières, sans restriction. Toutefois, peu d'organisations basées sur les données sont considérées comme étant dignes de confiance. En conséquence, une certaine volonté de transparence et de redevabilité de la part des organisations s'est fait sentir. La restriction des flux de données pourrait avoir des effets contraires à celles qui sont recherchées en réduisant la valeur des données, mais la méfiance est un problème fondamental qui a encouragé le « nationalisme des données » et suscité l'ascension de la souveraineté et de la localisation des données.

A l'avenir, il est certain que les participants aux ateliers souhaiteraient que les organisations se justifient sur la manière dont elles utilisent et tirent profit des données. Elles devraient être en mesure non seulement de prouver qu'elles peuvent gérer les données mais aussi qu'elles peuvent le faire de manière éthique. Une meilleure compréhension chez le public des enjeux et une conscience accrue chez les personnes, de leurs droits et responsabilités concernant leurs données personnelles seront vitales, d'où l'intérêt de renforcer la culture numérique.

Alors que nous nous démenons face à ces défis, les divergences culturelles et les contextes spécifiques viennent nourrir une variété de perspectives sur chaque question. Compte tenu des divergences d'opinion, des différents niveaux de maturité des marchés, des possibilités infinies d'exploitation des données, il est presque inévitable d'éviter

des désaccords sur le choix de la meilleure voie à emprunter.

Voici nos propres conclusions à l'issue de ces observations :

- Il faudrait des processus qui réunissent l'ensemble des acteurs pour un débat significatif et constructif. Étant donné la diversité et la complexité des problématiques en jeu, il sera certainement nécessaire d'établir plusieurs forums à différentes échelles, en gardant toujours le cap sur la volonté collective d'analyser les problèmes clés et d'y apporter des solutions.
- Il faudrait des réformes institutionnelles, du développement et de l'innovation pour aboutir à un cadre équitable, viable et bénéfique pour tous les acteurs. La réglementation à elle seule ne sera pas suffisante. Chacune des problématiques que nous avons abordées : les données et la culture numérique, la vie privée et la confidentialité, le consentement, les données libres, les données machine, les enjeux des déclarations comptables et fiscales, la localisation et la souveraineté des données, l'éthique des données, requiert des solutions spécifiques. Cependant, même si chacune de ces problématiques implique des exigences spécifiques, elles ne sont pas imperméables les unes aux autres. Elles sont multiformes, multi-niveaux, très sensibles au contexte, enchevêtrées et doublonnées. La réglementation ne saurait à elle seule générer le consensus sur ces questions.
- Lorsque des solutions viables seront déterminées, il faudra certainement adapter le fonctionnement des institutions notamment en matière de réglementation, voire revoir entièrement leurs dispositifs. L'un des défis liés à l'établissement de ces institutions est la négociation autour de leurs fonctions, pouvoirs, limites, contrôles et équilibres dans un monde où les compétences juridictionnelles se chevauchent. Dans le monde entier, nous avons entendu de multiples voix indépendantes plaider en faveur de la création d'un Conseil mondial des données capable de réunir les différents gouvernements (qui peuvent parfois être

en conflits) et les multinationales pour relever les défis de la gouvernance mondiale des données. De nombreuses organisations, du Fonds monétaire international à l'Union européenne en passant par les gouvernements et les grandes entreprises, sont déjà en train d'essayer de construire une structure traitant de ces questions, dans le but de contrôler et gérer les flux de données de manière rationnelle. Ces initiatives sont bienvenues. D'autres institutions et de nouveaux processus pourraient s'avérer nécessaires.

- L'environnement actuel est complexe et concurrentiel et le fait que ces défis aient été reconnus et soient en passe d'être gérés est une bonne chose. Il faut reconnaître que l'idéal d'un cadre mondial capable d'évaluer et de comparer la valeur des ensembles de données est un objectif à long terme. Mais avec de la bonne volonté, on pourrait y parvenir. Toutefois, puisqu'il s'agit d'un projet itératif, et comme cela a été souligné au cours de plusieurs ateliers, il se pourrait que différentes solutions régionales ou industrielles émergent pour normaliser le secteur en s'inspirant du RGPD élaboré par l'Union européenne.

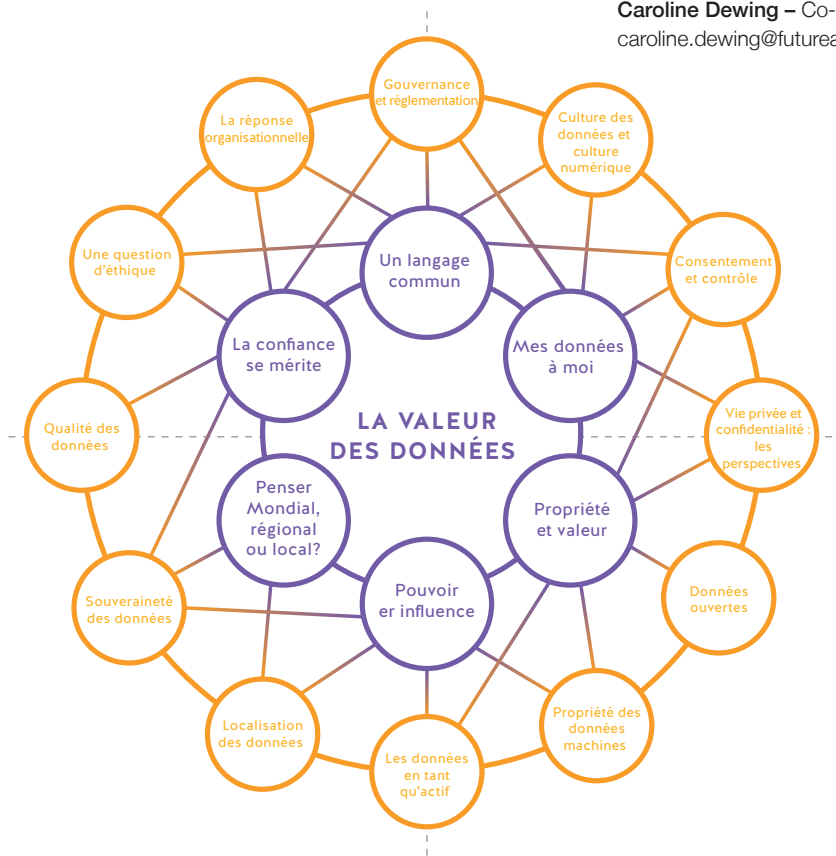
Enfin, nous devons admettre que nous ne pouvons qu'évoquer ce que nos interlocuteurs ont partagé avec nous à un moment donné, et compte tenu du contexte de nos recherches, nous pensons que les opinions que nous avons relayées ici sont importantes. Personne ne veut laisser un monde pire que celui dans lequel nous évoluons actuellement, pour la prochaine génération. Si nous ne mesurons pas suffisamment les conséquences de nos actes, il est fort possible que nous en arrivions à ce forfait. Les données rétrécissent notre monde et le rendent plus dense. Pour que nous puissions continuer à évoluer dans un tel environnement, il faudrait des règles clairement définies et généralement reconnues. Nous devons tous prendre nos responsabilités, à la faveur des décisions que nous prenons.

Contexte

Notre objectif ? Mieux comprendre la façon dont les perspectives et les priorités diffèrent à travers le monde, et utiliser les diverses voix et points de vue pour aider les gouvernements, les organisations, et les individus à mieux comprendre ce qu'ils doivent faire pour réaliser le plein potentiel des données.

Notre objectif ? Mieux comprendre la façon dont les perspectives et les priorités diffèrent à travers le monde, et utiliser les diverses voix et points de vue pour aider les gouvernements, les organisations, et les individus à mieux comprendre ce qu'ils doivent faire pour réaliser le plein potentiel des données.

À partir des multiples discussions, 6 thèmes généraux ont été identifiés ainsi que 12 changements futurs connexes, tels que résumés dans le diagramme ci-dessous.



Sur Future Agenda

A propos de Future Agenda Future Agenda est un Think Tank libre et un cabinet de conseil. Nous aidons les organisations de toutes tailles à explorer les opportunités émergentes, à identifier les nouvelles plateformes de croissance et à amorcer des innovations qui font la différence. Fondée en 2010, Future Agenda a initié une approche de prospective libre en créant un forum où se rejoignent les dirigeants experts des entreprises de tous les domaines, de la sphère académique, du secteur public non financier et de l'Etat. Le but de cette émulation est de rapprocher les éclairés des influents, de mettre les hypothèses à l'épreuve et d'ouvrir une fenêtre sur l'avenir afin de susciter un impact positif et durable.

Pour plus d'information et pour consulter toutes nos études prospectives, visitez notre site et contactez-nous www.futureagenda.org

Contact:

Dr Tim Jones – Programme Director,
tim.jones@futureagenda.org

Caroline Dewing – Co-Founder,
caroline.dewing@futureagenda.org

Texte © Future Agenda
Images © istockimages.com
Version anglaise publiée pour la première fois en novembre 2019 par:
Future Agenda Limited
84 Brook Street
London
W1K 5EH

Pour plus d'informations: www.deliveringvaluethroughdata.org